Fondation Jean Jaurès

Société

LE MOUVEMENT IDENTITAIRE OU LA CONSTRUCTION D'UN MYTHE DES ORIGINES EUROPÉENNES

Jean-Yves Camus

01/05/2018

Pour l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation, son directeur Jean-Yves Camus analyse l'origine et l'évolution de la mouvance identitaire en France, sa stratégie et ses résultats mais aussi ses perspectives, tant au plan français que dans la diffusion de ses idées et de ses méthodes au plan européen.

Le terme « identitaire » désigne habituellement, depuis le début des années 2000, le Bloc identitaire (BI) et ses pseudopodes locaux, connus à la fois pour leur activisme, leur présence sur Internet et les réseaux sociaux ainsi que pour leur participation au système électoral et, dernièrement, leur rapprochement avec le Front national. Néanmoins, le BI n'est que la partie la plus visible d'une mouvance plus large, la mouvance identitaire formée de groupes concurrents qui attribuent à la participation électorale un rôle secondaire, voire nul. Leur principal objectif est l'action métapolitique. Celle-ci vise à diffuser un certain nombre de thèmes dont l'origine se trouve dans le travail de la Nouvelle droite des années 1970-80 : refus de la société multiculturelle ; sens de la communauté militante ; opposition à l'immigration extra-européenne ; ethno-différentialisme ; refus du nationalisme jacobin au profit de la valorisation des « patries charnelles » ; attachement à l'Europe des ethnies et non au souverainisme anti-européen. Grâce à un réel professionnalisme dans l'utilisation du web et des réseaux sociaux, le BI a contribué à faire connaitre des idées telles que le « grand remplacement » ou la « remigration ». Désormais favorable à une alliance avec le FN, qui s'en sert comme d'un vivier de cadres, il a néanmoins un logiciel idéologique propre et, avec Marine Le Pen, des désaccords de fond sur les identités régionales, l'Europe, l'Islam et la définition de l'identité nationale.

Nous tenterons ici de retracer l'origine et l'évolution du mouvement, sa stratégie et ses résultats mais aussi ses perspectives, tant au plan français que dans la diffusion de ses idées et de ses méthodes au plan européen.

Nous n'en oublierons pas pour autant la mouvance identitaire en dehors du BI. Celle-ci comprend d'autres groupuscules dont les thèmes sont soit identiques (Réseau Identités), soit orientés de manière plus radicale vers un racialisme de type *völkisch* (Terre et Peuple), ou encore privilégiant un esprit communautaire s'inscrivant dans la postérité du Mouvement de Jeunesse allemand dans sa composante *bündisch* (Europe Jeunesse). Dans la lignée du GRECE (Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne), l'ensemble des mouvements identitaires cherche à promouvoir une identité française, inscrite dans un héritage européen, en postulant une filiation directe et ininterrompue avec les Indo-Européens définis en tant que peuple historique, porteurs d'un schéma d'organisation sociale, de valeurs culturelles et de mythes qui constituent « la plus longue mémoire » de la civilisation européenne. Très réduite au plan des effectifs militants et éclatée en de multiples organisations concurrentes, cette mouvance n'en a pas eu une moins grande influence sur le Front national et, d'une manière moins perceptible, sur l'évolution des idées politiques en France. Le simple mot « identitaire », ignoré avant la décennie 2000 en dehors de l'extrême droite, est désormais entré dans l'usage courant, au terme d'une évolution que les militants du « gramscisme de droite » considèrent être une victoire de la guerre des mots qu'ils ont engagée.

« Identitaire » : genèse d'un concept

« Le désir d'égalité, succédant au désir de liberté, fut la grande passion des temps modernes. Celle des temps postmodernes sera le désir d'identité ». Alain de Benoist, figure de proue de la « Nouvelle droite », énonçait cette prédiction en 1977 dans son ouvrage *Vu de droite*. La genèse idéologique de la famille néo-droitière, sur laquelle Pierre-André Taguieff a produit une œuvre de référence, permet de comprendre comment et pourquoi la notion d'identité a pris le pas, dans ces milieux, sur celui de Nation. C'est le passage du nationalisme français (« hexagonal ») à la valorisation de l'identité européenne, théorisé par le mouvement Europe-Action au milieu des années 1960, qui a bouleversé les références de l'extrême droite française en produisant une fracture non réparée à ce jour. Celle-ci sépare les souverainistes intégraux, pour qui aucun niveau de souveraineté n'est légitime hormis l'État-Nation (c'est l'idée des néo-fascistes de Jeune Nation et de l'Œuvre française, des royalistes, mais aussi du Front national), des identitaires pour qui l'État-Nation est un cadre intermédiaire entre l'enracinement dans une région (au sens du « Heimat » allemand) et l'appartenance à un cadre civilisationnel qui est celui de l'Europe. L'identité individuelle du citoyen est, pour les souverainistes intégraux du FN, française au sens où la Révolution de 1789 a défini ce mot, c'est-à-dire (théoriquement) ouverte à tous ceux qui, indépendamment de leur origine et de leur religion, acceptent le pacte républicain. Ainsi par exemple, le FN veut interdire l'expression de l'islam politique, mais il ne professe pas d'incompatibilité entre être musulman et être citoyen, même si son idéal est l'assimilation et non

l'intégration. La mouvance identitaire, par contre, est ethno-différentialiste : pour elle, chaque peuple, chaque culture, ne peut s'épanouir que sur son territoire d'origine ; le métissage est vu comme un facteur de décadence ; le multiculturalisme comme un projet pathogène, produisant criminalité, perte des repères et, au final, possibilité d'une « guerre ethnique » sur le sol européen, entre « Européens de souche » et « allogènes » afro-maghrébins et en tout cas musulmans.

Au plan des projets politiques, le FN et les identitaires partagent de plus en plus le constat du « Grand Remplacement ». Cette théorie, popularisée par l'écrivain souverainiste et identitaire Renaud Camus, affirme que le substrat ethnico-religieux du peuple français est en passe de changer totalement de nature, en raison d'une immigration de peuplement d'origine extra-européenne. Les deux sous-familles de l'extrême droite divergent par contre sur la manière de répondre à ce constat. Le FN souhaite limiter strictement l'immigration légale, voire la faire diminuer par le renvoi de certaines catégories d'étrangers, la mouvance identitaire propose la « remigration », c'est-à-dire le rapatriement organisé et obligatoire (bien que théoriquement négocié avec les États étrangers) des extra-européens vers leur pays « d'origine ».

Dans l'ordre chronologique, le terme « identitaire » apparaît dans le vocabulaire de la Nouvelle droite. La stratégie métapolitique du GRECE, dès le milieu des années 1980, conduisit la Nouvelle droite à abandonner le racisme hiérarchisant et à prendre ses distances avec l'action proprement politique, certains de ses animateurs, Pierre Vial et Jean Mabire en particulier, fondant le mouvement Terre et Peuple. C'est dans les colonnes de son magazine éponyme que, dès le second numéro (hiver 1999), Pierre Vial consacre son éditorial au « Mouvement identitaire ». À peu près à la même époque, un autre ancien cadre du GRECE, Guillaume Faye, publie une série de livres largement lus et commentés dans la mouvance nationaliste, qui évoquent à la fois l'inévitable « guerre raciale », le nécessaire retour aux traditions ancestrales indo-européennes et la centralité du concept d'identité dans le combat idéologique. Revenant en fait à la théorie du conflit racial exposée par la revue *Europe-Actio*n, il affirme la valeur positive de l'ethnocentrisme, qui est pour lui une « conviction mobilisatrice, propre aux peuples longs-vivants, que celui auquel on appartient est central et supérieur et qu'il doit conserver son identité ethnique pour perdurer dans l'histoire ». Il complète son propos par un aveu de taille: « vrai ou faux "objectivement", peu importe: l'ethnocentrisme est la condition psychologique de la survie d'une peuple (ou même d'une nation) dans l'histoire ». Autrement dit : la généalogie des peuples européens que retrace la mouvance identitaire n'a pas nécessairement à voir avec l'histoire : elle tient du mythe mobilisateur. Là où Guillaume Faye, comme Pierre Vial, restent toutefois en lisière de l'action partisane, un acteur émerge au début des années 2000, qui va associer le terme « identitaire » à un parti politique : c'est le Bloc identitaire.

Fondation Jean Jaurès

Le Bloc identitaire : du nationalisme-révolutionnaire à la périphérie du FN

Créé officiellement le 6 avril 2003, le Bloc identitaire n'émerge pas à partir du néant. Pour un certain nombre de ses dirigeants, comme Fabrice Robert et Philippe Vardon, il est la continuation de leur engagement nationaliste-révolutionnaire dans les rangs des mouvements Nouvelle Résistance (1991-98) et Unité Radicale (1998-2002), dont la figure de proue était Christian Bouchet. Nous avons montré en 1998 déjà comment les deux groupes en question articulaient leur discours autour de deux thèmes. Le premier, la recherche de nouvelles convergences entre radicaux de droite et de gauche, dans un projet de confrontation idéologique entre « la périphérie » et « le centre ». Le second, la mise en avant des ethnies comme référence première des identités personnelles et collectives, au détriment de la Nation, perçue comme une entité abstraite, voire destructrice des particularismes locaux. Le Bloc identitaire a conservé le second de ces fondamentaux mais a abandonné le premier, en affirmant nettement son identité de droite et en prenant en compte la quasi-impossibilité, pour un groupe activiste, d'avoir une audience autre que marginale, dans un contexte où le camp nationaliste est tout entier accaparé par la force électorale du Front national (28% des voix aux élections régionales de décembre 2015). En date de 2016, il a adopté un positionnement original, qui lui permet de continuer à s'exprimer en tant que force politique autonome tout en en se plaçant dans l'orbite du FN. Depuis décembre 2015, Philippe Vardon et Benoît Loeillet, deux de ses animateurs historiques à Nice, sont conseillers régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur, respectivement placés en cinquième et septième position sur la liste frontiste des Alpes-Maritimes. D'anciens cadres de la mouvance (André-Yves Beck à Béziers) ou d'autres plus récents (Damien Rieu à Beaucaire, toujours actif au BI), occupent ou ont occupé des fonctions au cabinet de maires frontistes ou « Rassemblement Bleu Marine » élus en 2014. Une cinquantaine de militants identitaires ont, aux municipales de 2014, été candidats sur des listes FN ou RBM.

Comment s'est effectuée cette évolution et à quelle logique répond-elle ? Après la dissolution d'Unité radicale, le 6 août 2002, qui suivit l'attentat manqué contre le président Chirac commis le 14 juillet précédent, trois options étaient ouvertes pour les militants, outre l'abandon de la politique : continuer sous un autre nom et en se repliant sur la métapolitique et la géopolitique (c'est ce que fit Christian Bouchet avec son Réseau radical), tomber dans la surenchère de l'activisme violent ou devenir un mouvement politique légal, prenant ses distances avec les formes extérieures de la radicalité et révisant au besoin certaines de ses positions passées. Le Bloc identitaire naquit ainsi en avril 2003 et se transforma en parti politique lors de la convention tenue à Orange en octobre 2009. Les Jeunesses identitaires, au départ mouvement de jeunesse du BI, furent présentées dès 2005 comme une formation autonome, bien que les liens interpersonnels entre animateurs des

deux structures fussent suffisamment étroits pour suggérer une quasi-identité entre elles. Depuis septembre 2012, date à laquelle Génération identitaire a pris le relais, la distinction avec le BI subsiste. Elle permet au BI de ne pas avoir à endosser la responsabilité politique et judiciaire d'actions susceptibles de donner lieu à des poursuites pénales, comme l'occupation du toit de la mosquée de Poitiers (20 octobre 2012) ou, le 26 mai 2013, l'intrusion dans les locaux du Parti socialiste à Paris. Se définissant comme la « première ligne de la résistance », mais également comme « un clan » qui se dresse « face à la racaille, face à ceux qui veulent fliquer notre vie et nos pensées, face à l'uniformisation des peuples et des cultures, face au raz-de-marée de l'immigration massive, face à une École qui nous cache l'histoire de notre peuple pour nous empêcher de l'aimer, face à un prétendu vivre-ensemble qui vire au cauchemar », Génération identitaire a une posture de combat, comme en témoigne son emblème, le « lambda » majuscule qui ornait le bouclier des Spartiates. Le BI lui, cherche à montrer l'image d'un mouvement plus politique qu'activiste, doté d'un programme charpenté, qui repose sur quatre axes : une « vision de l'homme enracinée dans ses communautés naturelles et historiques », donc ethno-différentialiste, en ce sens qu'elle postule l'incompatibilité de l'islam et de toute forme d'immigration extra-européenne avec la culture de notre continent ; l'opposition à « la globalisation économique, celle qui écrase les peuples », ce qui conduit le BI à se réclamer d'un refus de la marchandisation du monde inspirée par les thèses de la Nouvelle droite ; la prétention à incarner l'écologie sous la forme du localisme, de la lutte contre la démesure (*hubris*), voire d'une certaine décroissance, mais aussi de l'écologie des peuples et enfin construction d'une « Europe politique puissante dégagée de l'OTAN » et « élargie à la Russie ».

Les diverses composantes de ce programme conduisent le BI et ceux de ses cadres, qui sont désormais dans l'orbite du FN, à pencher résolument en faveur des positions de Marion Maréchal Le-Pen plutôt que de celles de Marine Le Pen et Florian Philippot. Si les liens sont de nature géographique (Marion Maréchal a dirigé la liste FN en Provence-Côte d'Azur, bastion du BI), ils sont aussi idéologiques. Les identitaires ne sont pas des souverainistes absolus. Leur nationalisme français admet un enracinement dans des régionalismes (breton, provençal, alsacien, etc.) et une articulation avec le sentiment d'appartenance à une culture européenne permettant de dépasser l'idée de Nation. Dans leur période de jeunesse militante, certains ont cru trouver cet idéal dans la pratique des rituels néo-païens (de type solstice) et la référence indo-européenne. Des groupes comme Europe-Jeunesse et Terre et Peuple s'y adonnent encore. Toutefois, les cadres du BI ont ensuite réalisé que de telles références, si elles permettaient de conserver un « folklore » militant et une culture de témoignage, cadraient mal avec l'évolution vers l'âge adulte et la volonté sinon de toucher les masses, du moins de jouer un rôle de laboratoire d'idées pour le seul parti nationaliste doté de perspectives de participation au pouvoir (le FN) et, plus largement, pour une grande famille des droites qui concilierait organicisme et défense des libertés économiques, promotion des

valeurs morales traditionnelles et modernité, volonté d'abattre le « système » et utilisation décomplexée du marqueur politique de droite. Soit précisément ce qui constitue l'agenda idéologique de Marion Maréchal et à quoi s'oppose le « ni droite, ni gauche » de la direction nationale du parti. L'un des aspects les plus originaux du parcours intellectuel du Bloc identitaire est par ailleurs la capacité à se réclamer d'une identité européenne influencée dans les années 1990 par la Nouvelle droite et des écrivains comme Jean Mabire et Dominique Venner pour aboutir, vingt-cinq ans plus tard, à une synthèse entre références européennes et catholicisme traditionnel. Pour comprendre ce chemin intellectuel, il faut scruter l'évolution de Dominique Venner lui-même, dont le BI semble avoir été proche, puisqu'au lendemain de son suicide, le 23 mai 2013, le mouvement saluait « le soldat, le militant, l'intellectuel (…) le camarade qui, naguère encore, nous accordait de son temps et nous prodiguait son amitié ».

Réconcilier « la plus longue mémoire » et le christianisme

En se donnant la mort le 21 mai 2013 dans la cathédrale Notre-Dame de Paris, l'écrivain et essayiste Dominique Venner, modèle des générations identitaires au sens large, depuis Europe Action (1964) jusqu'au BI en passant par la Nouvelle droite, a surpris, voire choqué, plus d'un militant de cette droite radicale française dont il avait été une des icônes dans l'activisme, le passage du nationalisme hexagonal au nationalisme européen et enfin la réflexion métapolitique néo-droitière. « Suicide d'un opposant au mariage pour tous », « suicide d'un ex-OAS » : ainsi a été annoncée sa mort dans la presse généraliste. Une analyse pour le moins superficielle pour un geste symbolique qu'il convient d'interpréter autrement, si l'on veut comprendre l'idéologie identitaire. Cet historien et essayiste avait été de tous les combats de l'extrême droite du milieu des années 1950 à celui des années 1960, décrivant son idéal comme un « ordre militaire et mystique». Il avait ensuite cessé de militer dans des groupes voués selon lui à un activisme stérile et était devenu une des figures de la « Nouvelle droite », dont il partageait l'ethno-différentialisme, le paganisme et l'élitisme. C'est chez lui, en particulier, que le mouvement identitaire a puisé tout le vocabulaire du « soldat politique », du héros spartiate, du code de l'honneur. Dominique Venner, comme nombre d'identitaires au départ, était païen, mais il se donne la mort dans une cathédrale. En choisissant ce lieu, pour commettre un acte de surcroît explicitement interdit par la religion chrétienne, il pose Notre-Dame non plus comme un lieu de prières mais comme un symbole du « génie européen » dont se réclama en héritage la mouvance identitaire. Il transforme la croyance, le dogme, en religion nationale, en composante fondamentale de l'identité française et européenne à laquelle il n'est pas indispensable de croire pour se reconnaître en elle, mais qu'il est indispensable de considérer comme la religion qui a façonné la France pour être français. Il se donne en outre la mort à un moment précis : celui des manifestations, auxquelles participent les Identitaires, contre le « mariage pour tous ». Son suicide est un geste à portée politique, qu'il motive ainsi : « Je crois

nécessaire de me sacrifier pour rompre la léthargie qui nous accable ». Le malentendu est de croire qu'il réduisait cette « léthargie » au vote du mariage pour tous. Comme la majorité de son camp politique, il était persuadé que cette loi s'inscrivait dans un contexte général, celui de la destruction programmée, voire déjà largement achevée, de la civilisation européenne par le « mondialisme ». Pour lui, cette fin imminente de civilisation résultait au premier chef de ce qu'il appelait « le crime visant au remplacement de nos populations ». C'est-à-dire le changement, selon lui imposé, structurel et définitif du substrat ethnique français et européen par l'immigration et le métissage. Il avait soutenu le Printemps français, tout en distinguant bien en son sein deux composantes: une catholique, conservatrice et bourgeoise dont il n'attendait rien, et une « identitaire » de laquelle il espérait un sursaut. Cette dernière n'était pas réductible au BI mais l'incluait, tout comme d'autres organisations de la même mouvance parmi lesquelles on peut citer la fondation Polémia, de Jean-Yves Le Gallou, ou encore l'institut Iliade, dirigé par Philippe Conrad.

Le Bloc identitaire, laboratoire de nouvelles méthodes d'action

Le BI s'est distingué des autres mouvements de la droite radicale par sa capacité à innover dans les pratiques d'action militante. Dès sa création, il s'est investi dans ce que les observateurs appellent le « militantisme 2.0 » avec une certaine maîtrise des réseaux sociaux, de la vidéo prise sur le vif et envoyée en quasi-direct sur les plateformes de partage et dans la mise en ligne de sites de « réinformation » gratuits, interactifs et présentés comme une alternative aux medias dominants : c'est ce que les adversaires du mouvement appellent la « fachosphère ». Cette forme de propagande militante, adaptée aux classes d'âge 18-24 et 25-35 ans, supplante la presse écrite du mouvement, qui consiste en un journal en quadrichromie théoriquement trimestriel (*Identitaires*) et un certain nombre de fanzines publiés par des groupes locaux. Le mouvement est également différent des autres en termes d'organisation territoriale : en application de son intérêt pour les régionalismes, il a, ou a eu, une structure quasi-fédérale qui agrège des sections dotées d'une autonomie et dont les noms évoquent les identités locales ou régionales, voire les langues régionales : Nissa Rebella (Nice) ; Alsace d'abord ; Rebeyne (Lyon) ; Vox populi Turone (Tours), etc. Il a également intégré la dimension régionaliste dans le combat électoral, en participant à la Ligue du Sud (2,69%) et à la Ligue du Midi (0,68%), qui ont présenté des listes aux élections régionales de 2010, tout comme Alsace d'abord (4,98%). Le BI a en outre tenté de transposer en France la pratique, ancienne au sein de la droite radicale italienne où Casapound (à Rome) est devenu un lieu emblématique, des locaux militants ayant pignon sur rue et jouant à la fois le rôle de siège d'une section, de maison de quartier, de salle de conférences et de lieu d'activités sociales ou sportives. L'expérience-pilote a été, à partir de 2004, l'ouverture à Nice de La Maioun, actuellement ouverte sous le nom de Lou Bastioun, dans le quartier populaire du Paillon. D'une surface d'environ 150 mètres carrés, visible depuis la rue, ce local comporte une salle de bar pouvant accueillir une

soixantaine de personnes, une petite bibliothèque militante, des présentoirs avec les publications du mouvement et une plus grande salle, pouvant contenir une centaine d'invités lors de conférences ou projections de cinéma. Cette dernière est convertie, une partie du temps, en salle d'entraînement aux sports de combat/self-défense, notamment la boxe thaï. Un bureau sert enfin à l'administration de Nissa Rebella. D'autres locaux semblables existent à Lyon (La Traboule) ; ceux ouverts en 2012 à Toulouse et Bordeaux semblent avoir fermé. On notera pour conclure que les identitaires ont voulu exporter leur doctrine et leurs méthodes d'action. S'ils n'ont pas le monopole des contacts internationaux avec des mouvements-frères, la spécificité de leur histoire est d'avoir créé de toutes pièces un concept (celui d'Identitaire), là où les autres réseaux transeuropéens diffusent des références idéologiques déjà existantes : national-populisme, nationalisme-révolutionnaire ou néo-fascisme. Le Bloc identitaire a fait des émules dans un premier temps en Espagne (Assemblea identitaria), au Portugal (Causa identitaria) et avec le député européen de la Ligue du Nord, Mario Borghezio, puis en Allemagne et en Autriche avec le Identitäre Bewegung. L'un des témoignages les plus intéressants sur le caractère à la fois international et générationnel du mouvement identitaire européen est ainsi l'ouvrage de Markus Willinger, *Génération Identitaire: une déclaration de guerre contre les Soixante-huitards* (2014), écrit par un activiste autrichien, ayant fait ses études à Stuttgart, inspiré par un mouvement français et publié par Arktos, un éditeur basé en Suède.

Conclusion

Le Bloc identitaire peut être interprété comme la matrice d'un renouvellement idéologique et générationnel qui a cherché, à partir de la France, à reformuler l'idée d'identité européenne, en tenant compte des apports théoriques de la Nouvelle droite et du nationalisme-révolutionnaire. L'actualisation idéologique essentielle est celle qui consiste, dans un pays (la France) très marqué par la centralisation et l'idée d'État unitaire (« jacobin »), à tenter de penser l'articulation entre régionalisme (mais pas séparatisme), nationalisme français et conscience d'une unité ethnoculturelle de l'Europe. Le facteur générationnel tient à la jeunesse des cadres du BI et des organisations associées, nés dans les années 1980 et 1990, et qui estiment incarner la génération du rejet des valeurs libérales-libertaires issues de Mai 68. Le Bloc identitaire est resté un mouvement numériquement réduit (600 personnes étaient présentes à la convention d'Orange de novembre 2012). Il est néanmoins le plus important de l'opposition nationaliste extra-parlementaire. Il avait à sa création un désavantage : être né alors que le FN était déjà, par ses succès électoraux et sa visibilité médiatique, hégémonique au sein de la droite radicale française. Il a su retourner cette situation : d'abord, en abandonnant la tactique du « front uni antisystème » utilisée par Nouvelle Résistance, dont les références allant jusqu'au national-bolchevisme trouvaient peu d'échos à droite ; ensuite, en évitant l'écueil de la surenchère activiste qui a conduit

d'autres groupes comme Troisième Voie et l'Œuvre française à être dissous ; enfin, en assumant, avec un savoir-faire certain dans le domaine de la communication politique, un rôle d'écoles de cadres et d'aiguillon politique pour cette partie du FN qui voit son avenir dans une recomposition totale des droites entre les élections présidentielles de 2017 et de 2022.